

Indicateurs désagrégés sur la sécurité des droits fonciers pour les politiques et actions qui ne laissent personne de coté en Afrique

ONU-Habitat - LHSS-GLTN et Section Données et Analyses
2021 – 2024

Nairobi Retreat
29-30 mai 2024



Ndilmbaye C Nekar, Dr.-Ing (TU-Munich)
Eaux et Forêts / Aménagement du Territoire
Coordonnateur du Projet

Titre du Projet: Indicateurs désagrégés sur la sécurité des droits fonciers pour les politiques et actions qui ne laissent personne de coté en Afrique



Durée
2021 - 2024



Budget:
\$ 528,000
(UNDESA -
Development
Account (DA) -
13ième tranche



Pays Cibles:
Zambie, Sénégal,
Ouganda, Maroc, et la
République
Démocratique du
Congo (RDC)



Entité de Mise en
Oeuvre
ONU-Habitat (GLTN)
et la Section
Données et Analyse
(DAS)

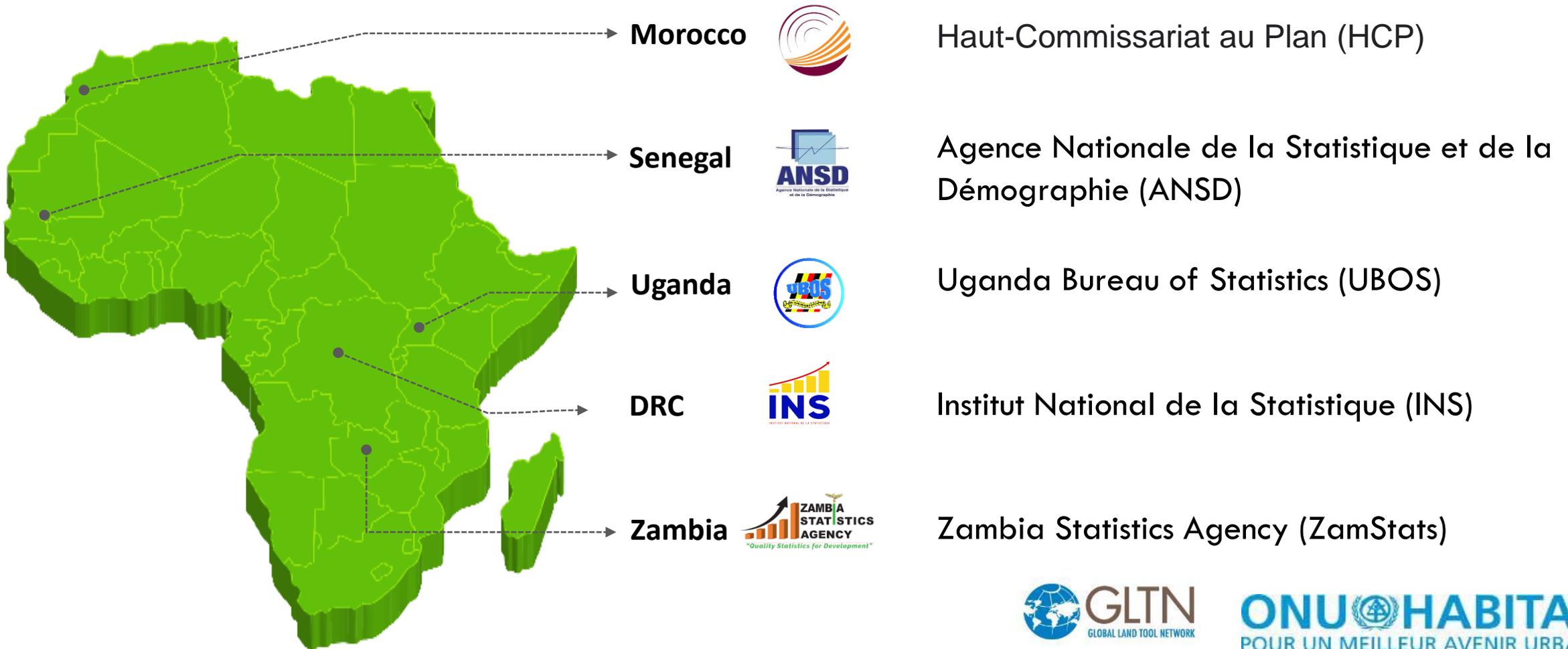


Partenaires
UNECA (Africa Centre
for Statistics), Africa
Land Policy Centre
(ALPC), FAO, Banque
Mondiale

Pays Bénéficiaires et Partenaires de Mise en Oeuvre

Principale cible dans les pays :

Les Organisations Nationales de Statistiques, Ministères en charge du foncier, autorités locales et instituts de gestion des terres qui seront largement impliqués dans le suivi de la sécurité foncière mais aussi dans l'utilisation des données foncières.



But et objectifs du projet

Renforcer les capacités des pays africains à utiliser des données ventilées sur la sécurité foncière pour le développement et la mise en œuvre de politiques d'éradication de la pauvreté qui ne laissent personne de côté.

Objectifs spécifiques :



Recueillir des données foncières fiables, fréquentes et désagrégées par sexe en utilisant des méthodologies approuvées par l'IAEG-SDGs



Réaliser des rapports réguliers sur les indicateurs des ODD sur les droits fonciers en intégrant des questions essentielles dans les enquêtes nationales pertinentes, en rapportant des données administratives



Promouvoir le partenariat et les synergies entre les statistiques produites aux niveaux mondial, régional et national et les agences de données sur le foncier dans la production et la diffusion de données sur le régime foncier pour les décisions politiques et le respect des engagements régionaux et mondiaux.



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde



Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Banque Mondiale
ONU-Habitat

INDICATEUR
1.4.2

Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers, avec :

- (1) **les documents légalement authentifiés et**
- (2) **qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation**

INDICATEUR
5.a.1

FAO

SOUS-INDICATEUR 5.a.1 (a)
Proportion de **la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis** sur des terres agricoles, par sexe;

SOUS-INDICATEUR 5.a.1 (b)
"Proportion de **femmes parmi les titulaires** de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit"

Cadre de Résultats

Objectif

Renforcer les capacités des pays africains à utiliser des données ventilées sur la sécurité foncière pour le développement et la mise en œuvre de politiques d'éradication de la pauvreté qui ne laissent personne de côté

Résultat R1

Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des INS et des services de cadastre/ fonciers dans les pays sélectionnés pour produire des données fiables, opportunes et désagrégées par sexe

Indicateurs R1

- 1.1 D'ici 2024, tous les pays sélectionnés auront produit au moins 2 des indicateurs ODD sur la sécurité foncière (désagrégés par sexe, type de régime foncier et autres niveaux) conformément aux méthodologies internationales convenues
- 1.2 Au moins 3 des 5 pays sélectionnés ont soumis des données pour rendre compte d'au moins 2 indicateurs ODD sur la sécurité foncière aux agences depositaires, d'ici 2024

1. Évaluation des capacités du pays

2. Développer, traduire et reproduire tous les outils de données et supports d'information

3. Organiser cinq (5) ateliers d'apprentissage et de diffusion sur les méthodologies au niveau des pays

4. Mener des missions de conseil technique dans le pays (dans les cinq pays) pour renforcer les capacités

Résultat R2

Renforcement des capacités des principales parties prenantes, y compris les décideurs politiques dans les pays visés, à utiliser des données sur la sécurité foncière désagrégées par sexe pour des politiques et des actions d'éradication de la pauvreté fondées sur des preuves, et à rendre compte à travers les espaces régionaux et mondiaux, y compris les RNVs au FPNH

Indicateurs R2

- 2.1 D'ici 2024, 3 pays sur 5 ont utilisé/appliqué des données désagrégées pour éclairer les options de politiques foncières au niveau national.
- 2.2 Dans tous les pays, les données désagrégées sur la sécurité foncière sont accessibles au public pour être utilisées par les décideurs aux niveaux national, régional et mondial.

1. Organiser des ateliers de mobilisation/sensibilisation sur la l'importance des données sur la sécurité foncière et leur utilisation pour informer les décisions politiques

2. Documenter et publier les meilleures pratiques

3. Mener des missions consultatives techniques dans les pays (dans tous les cinq pays) pour renforcer les capacités d'utilisation des données désagrégées sur la sécurité foncière pour l'élaboration de politiques et d'actions sensibles au genre.

Activités

Efforts Mondiaux pour Soutenir le Suivi des Indicateurs des ODD sur la Sécurité foncière

Harmonisation des ODD 1.4.2 et 5.a.1

- Les agences gardiennes, en collaboration avec l'initiative mondiale sur les indicateurs (GLII) et le Groupe de travail mondial des donateurs sur la terre (GDWGL), a cherché à harmoniser les définitions et les outils de collecte de données pour faciliter le suivi simultané des ODD 1.4.2 et 5.a.1

- Développé un module commun disponible <https://gltn.net/download/measuring-individuals-rights-to-land-an-integrated-approach-to-data-collection-for-sdg-indicators-1-4-2-and-5-a-1-french/>

Disponible en Anglais, Espagnol, Russe et Arabe et Survey Solutions CAPI.



Activités d'appui à mettre en œuvre dans les pays bénéficiaires

1. Recrutement de consultants nationaux pour :

- soutenir les évaluations nationales de la disponibilité des données et du cadre juridique et institutionnel sur les droits fonciers et la sécurité d'occupation.
- Soutenir l'adaptation du module conjoint au contexte national pour la collecte de données primaires et l'établissement de rapports.



Atelier de démarrage

Objectifs

- Réaliser (5) ateliers de formation et de partage sur la méthodologie de collecte de données et de rapportage sur les indicateurs ODD 1.4.2 & 5.a.1.
- Atelier de lancement organisés pour 4 pays, et un planifié pour le mois d'octobre au Maroc

Atelier technique

Pour discuter du module commun, développer des questionnaires adaptés aux contextes locaux et poursuivre l'analyse des données existantes extraites par les consultants nationaux.



Atelier de validation

Rencontre avec les experts pour discuter du contenu du rapport pays sur le contexte foncier

Développement du document sur les données foncières

Un état des lieux sur la sécurité foncière et un aperçu des données foncières disponibles.



Perspectives

Documents Techniques

Développer et traduire tous les outils de données et les documents d'information pertinents sur les indicateurs 1.4.2 et 5.a.1 des ODD dans toutes les langues pertinentes de chaque pays.

Mobilisation/sensibilisation sur la diffusion et l'utilisation des données foncières

Organiser des ateliers de mobilisation/sensibilisation avec les ISN, les registres, les ministères de tutelle concernés et d'autres agences de données, les décideurs politiques dans chaque pays sur la nécessité et la manière d'utiliser les données générées pour des politiques et des actions fondées sur des preuves pour éradiquer la pauvreté.

Documentation des meilleures pratiques

Documenter et publier les meilleures pratiques, les expériences de collecte de données sur les indicateurs du cluster, les données émergentes et les questions méthodologiques, les liens entre les indicateurs et les notes politiques.



Pour plus d'information, prière contacter :

Robert Ndugwa - robert.ndugwa@un.org

Clinton Omusula - clinton.omusula@un.org